

AVIS PUBLIC

AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

Second projet de règlement numéro 570-2021 modifiant le *Règlement de zonage numéro 436-2011* afin d'autoriser la classe d'usages H2 – Habitation avec services communautaires à l'intérieur de la zone 246-Ct.

1. Adoption du second projet

À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 29 juin 2021 et de la consultation publique écrite, le conseil municipal a adopté, lors de sa séance du 6 juillet 2021, un second projet de Règlement numéro 570-2021 intitulé « Règlement modifiant le *Règlement de zonage numéro 436-2011* afin d'autoriser la classe d'usages H2 – Habitation avec services communautaires à l'intérieur de la zone 246-Ct ».

Ce second projet contient une disposition qui peut faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées dans la zone visée et dans les zones contiguës à celle-ci, afin que le règlement qui la contient soit soumis à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

2. Disposition pouvant faire l'objet d'une demande

Une demande relative à la disposition suivante ayant pour objet :

d'autoriser la classe d'usages H2 – Habitation avec services communautaires à l'intérieur de la zone 246-Ct.

Les usages faisant partie de la classe d'usages H2 sont :

les résidences supervisées ou non supervisées offrant des services communautaires à l'usage exclusif des résidents et comptant des logements, chambres, suites ou studios, destinés à une clientèle particulière, les maisons d'hébergement, les ressources intermédiaires et les résidences pour personnes âgées.

3. Zones concernées

Les personnes intéressées de la **zone visée** numéro **246-Ct** et de ses **zones contiguës** numéros **219-Hx, 244-Ct, 245-Ct, 247-Ct, 249-Ha et 257-Ct** (montrées au plan ci-dessous) peuvent demander à ce que cette disposition fasse l'objet d'une approbation par les personnes habiles à voter de la zone visée et de ses zones contiguës d'où provient une demande valide.

4. Conditions de validité d'une demande

Pour être valide, toute demande doit :

1° Indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;

- 2° Être reçue **par courriel** à l'adresse renseignements@ville.perce.qc.ca **ou par la poste** au 137, route 132 Ouest, C. P. 99, Percé, (Québec) G0C 2L0, au plus tard le 8^{ième} jour qui suit celui de la publication du présent avis, soit le **20 juillet 2021**;
- 3° être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21. Chaque signature doit être accompagnée du nom de la personne, de son adresse et d'une mention indiquant à quel titre la personne signe.

5. Personnes intéressées

Est une personne intéressée :

Toute personne qui, le 6 juillet 2021, et au moment d'exercer son droit, n'est frappée d'aucune incapacité de voter en vertu de la loi et qui remplit les conditions suivantes :

- a) Être domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande valide;
- b) Être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec;

ou :

Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui, le 6 juillet 2021 et au moment d'exercer son droit, n'est frappé d'aucune incapacité de voter en vertu de la loi et qui remplit la condition suivante :

- Être, depuis au moins 12 mois, propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande valide;

ou :

Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui, le 6 juillet 2021 et au moment d'exercer son droit, remplit les conditions suivantes :

- a) Être, depuis au moins 12 mois, copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande valide;
- b) Être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants depuis au moins 12 mois, comme celui ayant le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant; la procuration doit avoir été produite avant ou être produite en même temps que la demande.

S'il s'agit d'une personne physique, elle doit être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

S'il s'agit d'une personne morale, elle doit avoir :

- 1° Désigné parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui, le 6 juillet 2021 et au moment d'exercer son droit, est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi;
- 2° Produit avant ou produire en même temps que la demande une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

Sauf dans le cas d'une personne désignée comme représentant d'une personne morale, ou pour la personne désignée comme représentant de plusieurs personnes morales, nul ne peut être considéré comme une personne intéressée à plus d'un titre, conformément à l'article 131 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* et à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

6. Absence de demandes

Si aucune demande valide n'est reçue, ce projet de règlement n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

7. Consultation du projet

Le second projet de Règlement numéro 570-2021 peut être consulté sur le site Web de la Ville de Percé à l'adresse www.ville.perce.qc.ca à la section « Avis publics » et sur sa page Facebook.

Zone visée et zones contiguës



Donné à Percé, le 12 juillet 2021.

Gemma Vibert,
Greffière